



NATIONS UNIES

23 février 2021

Communiqué de presse

Conseil de sécurité : *en présence de 11 chefs d'État et de gouvernement, le Secrétaire général propose quatre domaines prioritaires d'action pour la sécurité climatique*

Au cours d'une réunion du Conseil de sécurité sur les liens entre climat et sécurité, à laquelle ont pris part 11 chefs d'État et de gouvernement par visioconférence, le Secrétaire général de l'ONU a fait valoir que la crise climatique est le défi multilatéral de notre époque qui a des répercussions sur « tous les domaines de l'activité humaine », et notamment sur la paix et la sécurité. Présidée par le Premier Ministre britannique, M. Boris Johnson, et avec la participation des Envoyés spéciaux pour le climat des États-Unis et de la Chine, cette séance a aussi donné la parole à une représentante de la jeunesse et à l'Alliance des petits États insulaires, ces pays étant particulièrement affectés par les changements climatiques.

À l'entame de la discussion, M. António Guterres a proposé quatre domaines prioritaires d'action pour réduire les risques liés au climat sur la paix et la sécurité: la prévention grâce à une « action climat » forte et ambitieuse; des mesures immédiates de protection des pays, communautés et populations contre les impacts climatiques fréquents et graves; un concept de sécurité qui place les personnes au centre; et des partenariats renforcés au sein du système des Nations Unies et au-delà. Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et éviter « la catastrophe climatique », il a demandé de créer une coalition « véritablement mondiale » pour s'engager à des émissions nettes nulles d'ici à 2050.

Pour des mesures immédiates de protection, le Secrétaire général a appelé à « une percée » en matière d'adaptation et de résilience grâce à des niveaux d'investissements sans précédents. Dans le but de maintenir la paix et de réduire les risques de conflit, il a recommandé de placer les personnes au centre des actions, ce qui implique de lutter contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les déplacements causés par les perturbations climatiques. Résoudre la crise climatique et créer des sociétés pacifiques et stables passe également par le respect des droits de l'homme, en particulier des droits des femmes, de l'état de droit, de l'inclusion et la diversité. Le système onusien doit d'ailleurs montrer l'exemple, a-t-il souligné, et ses propres opérations doivent tenir pleinement compte de la crise climatique. « Surmonter cette crise requiert une coordination et une coopération d'une envergure encore inédite. »

Dans un message vidéo diffusé en introduction au débat, M. David Attenborough, chercheur naturaliste du Royaume-Uni, n'a pas dit autre chose: « nous ne sommes plus des nations distinctes, nous sommes une même espèce mondiale dont la sécurité doit provenir d'une action commune se faisant dans l'intérêt de tous ». Réfutant les propos de ceux qui n'y voient que « des trucs verts dont parlent les fanatiques du tofu », le Premier Ministre du Royaume-Uni a relevé que les effets des changements climatiques sont clairs.

En attendant la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), prévue à Glasgow cette année, son pays mettra les changements climatiques à l'ordre du jour de sa présidence du G7, a-t-il annoncé.

La Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques des Nations Unies, Mme Nisreen Elsaïm, a interpellé le Conseil qu'elle a invité à œuvrer pour la collecte des données sur les conflits et les changements climatiques, à consulter les communautés locales et à faire confiance à la science, sans oublier d'impliquer les jeunes qui sont « le présent » et ont « l'avenir ». C'est en pensant à l'avenir que le Président français a invité le Conseil de sécurité à anticiper en traitant des menaces à la sécurité et la paix internationales causées par le dérèglement climatique. À l'instar de plusieurs autres membres du Conseil, il s'est montré favorable à la nomination d'un envoyé spécial pour la sécurité climatique et à ce que le Secrétaire général fasse rapport chaque année au Conseil de sécurité sur l'impact du climat sur la sécurité internationale, « pour anticiper, alerter, et faire des recommandations aux membres du Conseil ».

Pour établir un tel rapport que le Niger a aussi appelé de ses vœux, la Première Ministre de l'Estonie a suggéré que le Secrétaire général reçoive le mandat de collecter des données et de coordonner les politiques à cet effet. Elle a plaidé pour des données mondialement « comparables, accessibles et interopérables ». C'est dans cette optique que l'Estonie a récemment lancé une nouvelle initiative de coopération, la « Data for the Environment Alliance » (DEAL) pour soutenir le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans l'élaboration d'une stratégie mondiale sur les données environnementales d'ici à 2025. Pour que ce travail sur les données ait un impact politique, et donc sur la sécurité, il faut prévoir un accès démocratisé aux données et un partage accru avec les institutions, ingénieurs et chercheurs africains, a conseillé le Président Kényan. Son homologue tunisien a aussi insisté sur une plus grande solidarité internationale, tout en demandant une responsabilité partagée, mais différenciée, pour l'action climatique.

Il n'existe pas de données démontrant un lien certain entre climat et insécurité, a tempéré le Ministre indien de l'environnement, avant de noter que les problèmes d'insécurité ne sont pas dus seulement aux facteurs climatiques et qu'il faut privilégier une vue d'ensemble. Dans son sillage, la Fédération de Russie a estimé que considérer le climat comme la cause profonde des problèmes de sécurité, c'est se détourner des véritables causes profondes, et donc suivre la mauvaise voie dans la recherche de solutions à ces problèmes. Selon elle, il serait de bon aloi de coordonner davantage les activités internationales sur la question climatique sur des plateformes telles que l'Assemblée générale, l'ECOSOC et les conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies.

« Notre paix et notre sécurité peuvent être décimées à tout moment » a réagi le Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, en citant les aléas climatiques qui rendent les États insulaires inhabitables. Il a suggéré la création d'un outil inclusif d'évaluation des risques lié à la sécurité climatique. Pour l'Envoyé chinois sur le climat, « tout rôle que doit jouer le Conseil de sécurité sur les changements climatiques doit relever de sa compétence ». Son homologue américain a soutenu qu'il est aujourd'hui impossible de dissocier les défis climatiques des questions de sécurité. « Le faire serait pratiquer la politique de l'autruche », a-t-il asséné, tout en souhaitant que l'on traite cette crise « à la hauteur de son importance ». C'est d'ailleurs pourquoi le Ministre allemand des affaires étrangères a proposé l'élaboration par le Conseil d'un texte solide « pour faire face à l'une des plus grandes menaces pour la sécurité humaine ». En attendant, la plupart des membres du Conseil ont, comme la Première Ministre de la Norvège, misé sur le groupe informel d'experts du Conseil de sécurité dont la création a été saluée.

M. DAVID ATTENBOROUGH, chercheur naturaliste du Royaume-Uni, a dit s'exprimer en tant que membre du public qui écoute avec intérêt et inquiétude les délibérations et décisions du Conseil de sécurité. Il a rappelé aux membres du Conseil que la sécurité du monde entier dépend de leurs décisions. « Vous détenez la clef pour éviter que ne se répète la catastrophe mondiale de la Seconde Guerre mondiale », leur a-t-il lancé en soulignant leur « immense responsabilité ». Il a appelé à s'unir devant la menace commune des changements climatiques, citant l'augmentation des températures, la dégradation de l'océan, « ce garde-manger universel », et les changements dans la météo qui ne reconnaissent aucune frontière nationale.

« Peu importe ce que nous faisons aujourd'hui, ces menaces deviendront réalité d'ici à quelques années. » Pour M. Attenborough, il s'agit seulement du début de cette crise. Si nous poursuivons sur cette voie, nous serons les témoins de l'effondrement de tout ce qui nous confère la sécurité, a-t-il prévenu: production alimentaire, accès à l'eau douce, température habitable et chaînes alimentaires océaniques. Sur le ton de l'alerte, M. Attenborough a affirmé que les changements climatiques représentent la plus grande menace pour la sécurité que le monde moderne n'ait jamais connu. « Je ne vous envie pas la responsabilité que cela fait peser sur vous et sur vos gouvernements. »

Le scientifique a, plus encore, alerté sur le fait qu'il est impossible de faire marche arrière et qu'il est trop tard pour éviter ces changements climatiques. Les plus pauvres et les plus vulnérables sont maintenant certains de souffrir, a-t-il déploré. Notre devoir est donc de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider ceux qui sont en danger immédiat.

Il a malgré tout vu une lueur d'espoir dans le fait que si nous agissons assez vite, nous pourrions atteindre un nouvel état de stabilité. Pour lui, la COP26 sera peut-être la dernière chance d'opérer des changements importants. Les changements nécessaires peuvent paraître immenses mais nous avons les technologies

nécessaires, ainsi qu'un soutien du grand public et une demande d'action que je n'ai jamais vus, a-t-il dit. Soulignant que les politiciens et les dirigeants d'entreprises ont vu comment le monde a été bouleversé par la COVID-19, il en a déduit qu'il est maintenant facile d'imaginer ce que peuvent entraîner les changements climatiques.

« Nous ne sommes plus des nations distinctes, nous sommes une même espèce mondiale dont la sécurité doit provenir d'une action commune se faisant dans l'intérêt de tous », a-t-il conclu avant d'en appeler à « la responsabilité des nations riches vis-à-vis du reste du monde ». Peut-être que nous arriverons enfin à créer un monde stable et sain, où les ressources sont partagées, a-t-il espéré.

M. ANTÓNIO GUTERRES, Secrétaire général de l'ONU, a rappelé que la science nous impose de limiter l'augmentation de la température mondiale de 1,5 degré maximum d'ici la fin du siècle et a mis l'accent sur quatre domaines prioritaires d'action: la prévention grâce à une « action climat » forte et ambitieuse; des mesures immédiates pour protéger les pays, les communautés et les populations des impacts climatiques de plus en plus fréquents et graves; l'adoption d'un concept de sécurité qui place les personnes au centre; et le renforcement des partenariats au sein du système des Nations Unies et au-delà.

S'agissant de l'action climatique forte et ambitieuse, le Secrétaire général a appelé à mettre le monde sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et éviter la catastrophe climatique. Pour ce faire, il a invité à créer une coalition « véritablement mondiale » pour s'engager à des émissions nettes nulles d'ici à 2050. « Nous devons mobiliser une décennie de transformation à travers une COP26 réussie en Glasgow », a-t-il souhaité en appelant tous les États Membres à présenter, bien avant novembre, des contributions ambitieuses déterminées au niveau national avec des objectifs permettant de réduire les émissions mondiales de 45% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010.

Pour ce qui est des mesures immédiates de protection, le Secrétaire général a appelé à une percée en matière d'adaptation et de résilience grâce à des niveaux d'investissements sans précédents. C'est pourquoi, il a appelé les donateurs et les banques de développement multilatérales et nationales à prendre part au financement de l'adaptation et de la résilience et à rendre ces fonds accessibles à ceux qui sont en première ligne de la crise climatique. Il a exhorté les pays développés à tenir leur engagement de mobiliser 100 milliards de dollars à cet effet avant de noter que cet objectif était déjà raté en 2020.

Pour ce qui est du concept de sécurité qui place les personnes au centre, le Secrétaire général a appelé à prévenir et à lutter contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les déplacements causés par les perturbations climatiques, pour maintenir la paix et réduire les risques de conflit. Il a fait observer que le Comité Nobel a reconnu cette dimension en décernant le prix Nobel de la paix au Programme alimentaire mondial (PAM) l'année dernière. Il a ajouté que le respect des droits de l'homme, en particulier des droits des femmes, de l'état de droit, de l'inclusion et la diversité, est fondamental pour résoudre la crise climatique et créer des sociétés pacifiques et stables. De plus, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un cadre mondial modèle pour l'action climatique, a-t-il ajouté.

S'agissant de la quatrième priorité, le Secrétaire général a appelé à tirer parti des compétences des différents acteurs, notamment de ce Conseil, de la Commission de consolidation de la paix (CCP), des institutions financières internationales, des organisations régionales, de la société civile, du secteur privé, des universités et d'autres encore. « Le Mécanisme de sécurité climatique, qui réunit le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, constitue un modèle pour ce type de collaboration au sein du système des Nations Unies. »

Le Secrétaire général a appelé le système des Nations Unies dans son ensemble à montrer l'exemple en veillant à ce que ses propres opérations tiennent pleinement compte de la crise climatique. « Nous devons nous assurer que nos stratégies de médiation, nos analyses et nos rapports, y compris à l'intention de ce Conseil, prennent systématiquement en compte les risques climatiques » a insisté M. Guterres avant de signaler que l'ONU réduit son empreinte écologique, grâce notamment à l'utilisation accrue des énergies renouvelables. M. Guterres a précisé que la crise climatique est le défi multilatéral de notre époque qui a déjà des répercussions sur tous les domaines de l'activité humaine. « Surmonter cette crise requiert une coordination et une coopération d'une envergure encore inédite », a-t-il précisé avant de se dire persuadé que l'engagement de tous les organismes multilatéraux, notamment de ce Conseil, peut jouer un rôle décisif dans cette entreprise. C'est pourquoi, le Secrétaire général a exhorté les membres du Conseil à user

de leur influence au cours de cette année charnière pour assurer le succès de la COP26, et mobiliser les autres acteurs, notamment les institutions financières internationales et le secteur privé, pour qu'ils fassent leur part.

Mme NISREEN ELSAIM, du Soudan, militante climatique et Présidente du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques des Nations Unies, a rappelé que le 17 avril 2007, le Conseil de sécurité débattait, pour la première fois, de la question des liens entre le climat et la sécurité, et que la même année, le Secrétaire général Ban Ki-moon avait déclaré que le conflit au Darfour était le premier conflit climatique moderne. Aujourd'hui, a-t-elle dit, après presque 14 ans, la question du Darfour est toujours d'actualité et nous discutons de la sécurité climatique. En tant que jeune soudanaise, elle a remarqué que tout ce qui concerne les changements climatiques n'est pas forcément lié à la sécurité. Mais, a-t-elle précisé, l'insécurité constante due à de nombreux facteurs au Soudan placent le pays en tête de liste en matière de vulnérabilité climatique.

Selon Mme Elsaïm, la survie de l'homme dans une situation de dégradation des ressources, de faim, de pauvreté et de migration climatique incontrôlée, rend les conflits inévitables. De plus, les urgences liées au climat causent des perturbations majeures dans l'accès à la santé et aux services vitaux liés à la santé génésique. De même, la perte ou l'altération des moyens de subsistance à cause du climat, ainsi que les déplacements et les migrations, augmentent le risque de violence sexiste et de pratiques néfastes. Il convient de noter que les femmes, les jeunes et les enfants sont touchés à plus d'un titre par ces situations d'insécurité climatique, a-t-elle relevé. En effet, dans de nombreuses régions du monde et en Afrique, du fait des changements climatiques, les terres et les ressources ne peuvent plus maintenir les jeunes sur place. Et dans leur recherche d'une vie décente, ces jeunes qui font face aux problèmes d'emplois verts, d'accès aux services et à la COVID-19, n'ont d'autre choix que l'émigration, ou le déplacement à l'intérieur de leur pays, légalement ou non, créant ainsi d'autres facteurs de conflits.

Dans ce contexte, Mme Elsaïm a salué la création par le Conseil de sécurité de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) avec un mandat qui mentionne les changements climatiques et la participation des jeunes, à deux reprises. Les principales recommandations que Mme Elsaïm a voulu faire au Conseil sont de collecter des données sur les conflits et les changements climatiques, de consulter les communautés locales et de faire confiance à la science. Selon elle, « les jeunes sont la solution ». Donnez-nous plus d'espace, écoutez-nous et discutez avec les jeunes, a-t-elle demandé, avant d'ajouter: « nous sommes le présent, nous avons l'avenir, ne répétons pas l'échec des générations précédentes ».

M. BORIS JOHNSON, Premier Ministre du Royaume-Uni, a rappelé que le Conseil de sécurité est chargé de maintenir la paix et la sécurité dans le monde depuis plus de 75 ans et que le chemin vers cet objectif a « souvent été chaotique ». Mais, « bien qu'imparfait », ce Conseil reste disposé à montrer la voie face aux menaces à la sécurité internationale, et « c'est exactement ce que représentent les changements climatiques ». Réfutant les propos de ceux qui n'y voient que « des trucs verts dont parlent les fanatiques du tofu », il a relevé que les effets des changements climatiques sont clairs. Il a pris pour exemple ce jeune homme contraint de prendre la route parce que son environnement se transforme en désert et mentionné les 16 millions de personnes déplacées chaque année par des catastrophes météorologiques, des personnes qui deviennent des proies faciles pour les extrémistes violents. M. Johnson a également pensé à la fille qui abandonne l'école parce que sa recherche quotidienne d'eau l'éloigne de plus en plus de sa famille et la place dans le viseur des trafiquants d'êtres humains et des gangs criminels. Il a aussi évoqué l'agriculteur qui, après avoir perdu une nouvelle récolte de blé pour cause de sécheresse, passe à la culture du pavot beaucoup plus résistant, et la nation déjà appauvrie, dont le gouvernement s'effondre lorsque les infrastructures essentielles sont submergées par des conditions météorologiques extrêmes de plus en plus fréquentes. « Si de telles scènes étaient déclenchées par les actions d'un chef de guerre despotique ou par un conflit intestine, peu de gens remettraient en question le droit d'agir de ce Conseil ou son devoir de le faire », a-t-il souligné.

Ce n'est donc pas un sujet dont il faut se dérober, a poursuivi le Premier Ministre. Pour y répondre, nous devons, « comme Bill Gates le dit dans son nouveau livre », passer de 51 milliards de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre chaque année à zéro net, « de sorte que l'augmentation des températures mondiales reste à des niveaux gérables ». Ce faisant, nous devons tous faire davantage pour soutenir les pays vulnérables et fragiles qui ressentent déjà tous les effets des changements climatiques, en les aidant à

s'adapter et à renforcer leur résilience. Notant que le Parlement britannique a déjà adopté une loi engageant le pays à atteindre le zéro net d'ici à 2050, M. Johnson a dit s'être engagé à réduire les émissions de 68% d'ici à 2030, soit « la plus forte réduction de toutes les grandes économies ». De plus, les engagements de financement climatique du Royaume-Uni pour les cinq prochaines années s'élèvent à plus de 11,6 milliards de livres sterling, s'est-il enorgueilli, ajoutant qu'avant même la COP26, programmée cette année, son pays mettra les changements climatiques à l'ordre du jour de sa présidence du G7.

Le Conseil de sécurité doit maintenant agir, lui aussi, « parce que les changements climatiques sont un problème géopolitique tout autant qu'un problème environnemental », a plaidé le Premier Ministre. Pour cela, le Conseil doit galvaniser et soutenir toute la famille des agences et organisations des Nations Unies dans une réponse rapide et efficace. S'il ne le fait pas de toute urgence, quand le fera-t-il? s'est-il interrogé. « Quand le changement du niveau de la mer affectera la navigation au large de nos côtes? Quand nos bases militaires basses glisseront sous les vagues? Quand des masses fuyant la sécheresse, les incendies de forêt ou les conflits sur les ressources arriveront à nos frontières? » Il s'agit de savoir « quand, et non si », votre pays et votre peuple devront faire face aux impacts des changements climatiques sur la sécurité, a-t-il conclu, souhaitant que le Conseil fasse ce pour quoi il été créé.

M. KAÏS SAÏED, Président de la Tunisie, a reconnu que les jeunes sont le présent et l'avenir, et que le monde écoute les jeunes. Disant vouloir mettre l'être humain au cœur des questions, il a dit appuyer les priorités du Secrétaire général pour 2021, dont celle qui consiste à pousser les États Membres à affronter les changements climatiques, y compris concernant la paix et la sécurité au sens large. Le Président Saïed a estimé que les pandémies et d'autres facteurs comme les changements climatiques constituent des menaces à la paix et la sécurité internationales tout aussi graves que celles dites traditionnelles. Les changements climatiques, a-t-il expliqué vont conduire à l'augmentation des flux migratoires et, partant, aux conflits. Il a donc invité le Conseil de sécurité à tenir dûment compte de ce nouveau défi, avant d'inviter la communauté internationale à financer de manière appropriée les agences onusiennes en charge des questions climatiques. En rappelant que la COVID-19 n'a épargné personne, le Président tunisien a plaidé pour une plus grande solidarité internationale, tout en demandant une responsabilité partagée, mais différenciée, pour l'action climatique. Cette action ne doit pas se faire sans tenir compte du droit des pays en développement au progrès, a-t-il précisé.

M. UHURU KENYATTA, Président du Kenya, a observé que la communauté internationale répond déjà à la menace des changements climatiques avec des solutions ambitieuses qui transforment le développement économique grâce à des investissements visant à minimiser les dommages environnementaux, sociaux et de gouvernance. Mais il faut, selon lui, faire davantage pour garantir que ces nouvelles approches atteignent les pays et les régions les plus touchés. Tout d'abord, il importe de reconnaître que les sécheresses persistantes, l'élévation constante du niveau de la mer et les conditions météorologiques extrêmes de plus en plus fréquentes annulent la croissance économique et les gains de développement réalisés au cours des décennies. Il en résulte, en effet, une fragilité accrue face à l'instabilité et aux conflits armés qui sont alors portés à l'attention du Conseil de sécurité. De fait, a-t-il souligné, « maintenir la paix et la sécurité mondiales ne deviendra que plus difficile avec le temps si les changements climatiques restent sur la voie actuelle ». Plutôt que d'attendre un futur « point de basculement », nous devons redoubler d'efforts pour diriger toutes les ressources et les cadres multilatéraux de notre ordre international fondé sur des règles afin d'atténuer les effets des changements climatiques, a plaidé M. Kenyatta.

Pour le Président kényan, l'Afrique souffrira malheureusement des pires conséquences des changements climatiques, bien qu'elle soit « la moins responsable » des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Sur le continent, les exemples abondent sur les conséquences de ces changements: la Corne de l'Afrique frappée par la sécheresse, l'assèchement du bassin du lac Tchad et le rétrécissement des prairies du Sahel. Ces effets ont aggravé les vulnérabilités économiques et déclenché des dynamiques politiques, démographiques et migratoires qui augmentent la menace d'insurrection et d'extrémisme violent, a souligné M. Kenyatta, souhaitant que le Conseil écoute plus attentivement et réponde aux nouveaux outils innovants pour la prévention des conflits liés au climat qu'offrent la Commission de consolidation de la paix (CCP), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Pour que ce travail ait un impact politique, il faut aussi prévoir un

accès démocratisé aux données et un partage accru avec les institutions, ingénieurs et chercheurs africains, a-t-il conseillé.

Comme autre recommandation, M. Kenyatta a estimé que lorsqu'il élabore des mandats pour le règlement des conflits et la résolution postconflit, le Conseil peut s'assurer qu'ils cadrent avec les efforts visant à déployer des mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Il a salué, à cet égard, les résolutions 2349 (2017) sur le lac Tchad et 2502 (2019) sur la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo, qui ont intégré des mesures pour faire face à ces impacts. À ses yeux, le Conseil et les institutions financières internationales peuvent aider à relever ce défi en alignant le règlement des conflits, le maintien de la paix, l'aide humanitaire et la reconstruction postconflit sur la création d'emplois par le secteur privé national. D'autre part, a-t-il poursuivi, le Conseil doit agir fermement contre les sorties de fonds illicites, l'exploitation illicite des ressources, le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent pour renforcer la paix et la sécurité dans les régions les plus fragiles d'Afrique. Cela augmentera immédiatement les ressources dont disposent les gouvernements pour atténuer les changements climatiques et protéger la paix.

Au nom du Président de la République du Niger, le Premier Ministre, M. BRIGI RAFINI, a relevé que les changements climatiques pourraient augmenter la faim et la malnutrition de 20% d'ici à 2050 et accroître la pauvreté, en particulier pour les 2,5 milliards de petits producteurs, dont les moyens de subsistance dépendent du climat et de son impact sur leurs conditions de production. Au Sahel, creuset de cette réalité, les changements climatiques ont intensifié la compétition autour des ressources foncières, fourragères et hydriques déjà en baisse, ce qui a attisé les tensions entre éleveurs et agriculteurs et entravé les efforts de consolidation de la paix et de développement dans la région. Le Niger a insisté sur « notre responsabilité collective de prendre en compte ce défi existentiel visant à un changement de paradigme ». Ainsi, tout comme nous l'avons fait pour la pandémie de la COVID-19, nous nous devons de considérer les changements climatiques comme une menace à la paix et à la sécurité, et cela ne doit pas être source de division. Nous devons œuvrer, ensemble, avec encore plus d'ardeur, pour traduire nos connaissances et politiques en des actions concrètes, a prescrit le Niger.

Pour passer à l'action, le Niger a recommandé une approche intégrée et coordonnée. Dans le cas des efforts des Nations Unies et du Conseil de sécurité, il a souhaité un investissement accru dans la prévention et l'anticipation dans les États fragiles, afin de limiter les conséquences humanitaires combinées des changements climatiques et des conflits armés. À ce propos, le Niger a plaidé pour la publication régulière d'un rapport du Secrétaire général intégrant une analyse approfondie des risques actuels et futurs, ainsi que des recommandations orientées vers l'action. La délégation a également demandé une prise en compte systématique de ces risques dans les résolutions se rapportant à des contextes et situations spécifiques des pays et régions, car cela peut accroître l'efficacité des efforts de consolidation et de maintien de la paix. Le Niger a encouragé le Conseil à s'appuyer, autant que possible, sur le rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix (CCP), ainsi que sur le Groupe d'experts informel sur le Climat et la sécurité coprésidé par le Niger et l'Allemagne.

De plus, le Niger a demandé la nomination d'un envoyé spécial du Secrétaire général pour le climat et la sécurité et demandé de changer la perception sur les régions les plus affectées par les risques sécuritaires liés au climat, particulièrement le Sahel. « Trop souvent, les récits et discours autour de ces zones, se limitent aux défis et aux vulnérabilités », a dit le Premier Ministre. Ils ignorent les opportunités et les potentiels de ces régions, en termes d'atouts naturels, démographiques et culturels, a-t-il déploré, arguant que nous avons les capacités de tirer profit de ces opportunités à travers l'innovation technologique et la création d'emplois durables, particulièrement dans les secteurs clefs tels que l'énergie et l'agriculture. C'est ainsi que la Commission climat pour la région du sahel s'est dotée d'un plan d'investissement climatique d'un coût global d'environ 440 milliards de dollars avec pour objectif de contribuer à l'effort planétaire d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'accroître les capacités d'adaptation et de résilience des populations sahéniennes.

M. NGUYEN XUAN PHUC, Premier Ministre du Viet Nam, a estimé qu'une approche globale et équilibrée est nécessaire pour gérer les liens entre les défis de sécurité traditionnels et non traditionnels, en particulier pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, les inégalités, les politiques de pouvoir et les interférences et coercitions unilatérales. Il a invité la communauté internationale à allouer des ressources plus importantes pour soutenir les pays en développement, les pays les moins avancés, les

petits États insulaires en développement et les pays sans littoral qui sont les plus touchés par les changements climatiques et qui manquent également d'expertise et de ressources. De plus, le Viet Nam a dit espérer que le Conseil de sécurité continue à renforcer sa capacité d'alerte rapide et ses rôles de médiation, de prévention et de règlement des conflits dans toutes les régions, notamment en renforçant la coopération avec les organisations régionales.

Afin de gérer harmonieusement le lien entre les changements climatiques et la sécurité, il est nécessaire de continuer à défendre le respect de la souveraineté, de l'appropriation nationale et des principales responsabilités des États, a dit M. Phuc, ajoutant que les intérêts communs des communautés et des peuples, en particulier des groupes vulnérables, doivent être placés au cœur de toutes les stratégies et plans d'action nationaux et mondiaux sur le climat.

Le Premier Ministre a rappelé que, selon la Banque mondiale, le Viet Nam fait partie des six pays les plus gravement touchés par les changements climatiques. De ce fait, le Viet Nam soutient tous les efforts visant à relever les défis liés au climat au Conseil de sécurité et dans d'autres forums multilatéraux. Le Premier Ministre a souhaité que les « défis » découlant des changements climatiques puissent être transformés en « moteurs » du changement, contribuant à favoriser un avenir de paix et un développement plus durable pour les générations futures.

Mme ERNA SOLBERG, Premier Ministre de la Norvège, a constaté que 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée et que 270 millions de personnes souffrent aujourd'hui d'insécurité alimentaire aiguë. Elle a estimé que les chocs climatiques sont un « facteur clef » de ces problèmes. Au Sahel, a-t-elle souligné, les changements climatiques affectent les écosystèmes et les moyens d'existence, ce qui contribue à alimenter les conflits. En Somalie et dans le lac Tchad, les impacts climatiques ont permis aux groupes armés d'intensifier leur recrutement. Et dans la Corne de l'Afrique et au Moyen-Orient, les changements climatiques aggravent le risque de conflit. De plus, le réchauffement des océans, la pêche illégale et l'élévation du niveau de la mer menacent les pays côtiers et les petits États insulaires, a relevé Mme Solberg en constatant une « spirale négative »: les changements climatiques minent la capacité de faire face aux conflits, lesquels sapent la résilience aux changements climatiques.

Face à cette redéfinition du paysage de sécurité mondiale, a poursuivi la chef de Gouvernement, nous devons repenser et adapter les approches du Conseil de sécurité en matière de consolidation de la paix et de maintien de la paix. En premier lieu, le Conseil a besoin de meilleures informations sur les risques de sécurité liés au climat. Les réseaux internationaux de recherche et le groupe informel d'experts joueront donc un rôle important, à son avis. Un représentant spécial sur le climat et la sécurité devrait également être nommé, a soutenu Mme Solberg, selon laquelle les risques climatiques doivent être pris en compte dans toutes les activités de prévention, de maintien et de consolidation de la paix. Par ailleurs, le Conseil devrait débattre des risques climatiques dans des contextes nationaux spécifiques, sur la base des rapports et des séances d'information des pays, afin d'être à l'avant-garde de la diplomatie préventive. Enfin, la dirigeante a plaidé pour un renforcement des partenariats au sein et au-delà du système des Nations Unies. « Notre première ligne de défense est une action climatique ambitieuse », ce qui commence par la mise en œuvre intégrale de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, a conclu Mme Solberg, en disant que l'action climatique dépend de la coopération multilatérale.

M. RALPH GONSALVES, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Saint-Vincent-et-les Grenadines, a dit qu'il était temps pour ce Conseil d'examiner sérieusement un projet de résolution sur la question et de définir une approche cohérente, visant à un consensus. Il a réaffirmé que la CCNUCC est le principal organe de lutte contre les changements climatiques et que l'Accord de Paris est une composante majeure du système international fondé sur des règles, ajoutant que le Conseil de sécurité a un rôle à jouer sans pour autant empiéter sur le travail de la CCNUCC. Il a exhorté le Conseil à collaborer avec la CCP et l'Assemblée générale pour faire face, de manière efficace, aux risques climatiques et sécuritaires en abordant de front l'aide humanitaire, le développement durable, les pandémies sanitaires, la paix et la sécurité.

M. Gonsalves a réaffirmé que la première étape pour prévenir ou contenir les risques liés à la sécurité climatique consiste pour les principaux émetteurs à honorer les engagements pris avec l'Accord de Paris. « L'action mondiale doit être accélérée pour maintenir les températures inférieures à 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels, conformément à nos responsabilités communes mais différenciées. » Pour le

Premier Ministre, les changements climatiques constituent « un défi existentiel pour tous » mais qui affecte de manière disproportionnée les plus vulnérables, dont les petites îles et les pays touchés par des conflits. « En tant que petit État insulaire en développement (PEID), Saint-Vincent-et-les Grenadines ne connaît que trop bien l'impact des chocs climatiques de plus en plus intenses dus à des vulnérabilités uniques et à des fragilités structurelles », a-t-il déclaré avant de souligner qu'il est devenu terriblement courant dans les Caraïbes que le PIB d'une année entière soit emporté par un ouragan du jour au lendemain.

Pour faire face efficacement à ces situations complexes, le Premier Ministre a jugé indispensable d'intégrer les perspectives climatiques dans les travaux du Conseil. À cette fin, il a appuyé l'amélioration des rapports du Secrétaire général sur les questions pertinentes, la prise de décision sur la base des données sur les risques climatiques; la nomination d'un envoyé spécial pour le climat et la sécurité; la formation continue du personnel des Nations Unies pour faire face aux implications sécuritaires des changements climatiques; et l'incorporation de conseillers climatiques dans les missions de maintien de la paix. M. Gonsalves a aussi demandé au Conseil d'accorder une attention particulière, dans la définition des mandats de mission de maintien de la paix, à ce que les gouvernements respectifs des États touchés par un conflit décrivent comme leurs principaux défis et approches en matière de sécurité climatique, y compris dans leurs contributions déterminées au niveau national et leurs plans nationaux d'adaptation. Il a jugé prometteuse la création récente d'un groupe d'experts informel sur le climat et la sécurité composé de membres du Conseil de sécurité.

La Première Ministre de l'Estonie, Mme KAJA KALLAS, a rappelé que 7 des 10 pays les plus vulnérables et les moins préparés à faire face aux changements climatiques accueillent une opération de maintien de la paix des Nations Unies ou une mission politique spéciale. Les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ne peuvent donc plus ignorer ce lien entre climat et sécurité. Elle a demandé au Conseil de faire davantage pour comprendre pleinement les risques de sécurité liés au climat et intégrer ces connaissances dans tous les aspects de ses travaux. Le Secrétaire général doit recevoir un mandat pour collecter des données et coordonner les politiques à cet effet. Elle a aussi indiqué qu'il faut contribuer à l'autonomisation des femmes qui sont affectées de manière disproportionnée par les changements climatiques. L'Estonie, a-t-elle témoigné, coopère avec certaines petites îles et des pays les moins avancés dans le domaine des solutions technologiques vertes et du transfert du savoir-faire.

Pour une politique efficace, nous avons besoin de plus que de simples données correctes, a plaidé Mme Kallas, précisant que ces données doivent être mondialement « comparables, accessibles et interopérables ». C'est dans cette optique que l'Estonie a récemment lancé une nouvelle initiative de coopération, la « Data for the Environment Alliance » (DEAL) qui rassemblera une coalition d'acteurs étatiques et non étatiques pour soutenir le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans l'élaboration d'une stratégie mondiale sur les données environnementales d'ici à 2025. Cette initiative vise également à améliorer les capacités nationales de gestion des données à travers le monde, a encore expliqué la Première Ministre de l'Estonie.

M. EMMANUEL MACRON (France) a remercié le Royaume-Uni d'accueillir la COP26 en fin d'année à Glasgow en espérant que cet événement permettra de franchir une nouvelle étape dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Estimant que la lutte contre les changements climatiques et pour la protection de l'environnement est une question de paix et de sécurité à part entière, M. Macron a prévenu qu'il n'y aura pas de sécurité durable sans maîtrise du risque climatique. Il a invité le Conseil de sécurité à anticiper en traitant des menaces à la sécurité et la paix internationales causées par le dérèglement climatique.

M. Macron a noté que sur les 20 pays les plus touchés par les conflits dans le monde, 12 font également partie des plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. « Dans le Pacifique, à défaut d'action résolue d'adaptation, les habitants de certaines îles n'auront d'autre choix que de quitter leur terre », a-t-il mis en garde avant de noter que la désertification, l'accès réduit à l'eau, les pénuries alimentaires et l'insécurité climatique déstabilisent les équilibres locaux, déplacent les populations, sapent la stabilité dans des régions entières. Le Président a relevé que ces phénomènes ont permis aux groupes extrémistes armés d'exploiter l'insécurité économique et la misère sociale pour recruter et se développer autour du bassin du lac Tchad et dans les zones frontalières au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

« Un échec sur le front du climat saperait les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix », a dit M. Macron en prévenant que même si nous parvenons à contenir la hausse des températures,

les phénomènes extrêmes liés au réchauffement climatique vont se multiplier et s'aggraver, avec leur lot d'insécurité et de guerres. C'est pourquoi, il a appelé le Conseil à se saisir de ces enjeux, dans le cadre de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité internationales, dans le souci d'atténuer les effets des changements climatiques sur les populations et ses conséquences sur le développement des conflits.

Le Président a appelé à aider les communautés à s'adapter face à la montée inéluctable des eaux et à la dégradation des sols, à anticiper en dotant par exemple les petits producteurs de mécanismes d'assurance leur permettant de redémarrer une activité économique rapidement après un désastre climatique - plutôt que de devoir migrer vers d'autres zones. Il s'est montré favorable à la nomination d'un ou d'une envoyée spéciale pour la sécurité climatique et à ce que le Secrétaire général fasse rapport chaque année au Conseil de sécurité sur l'impact du climat sur la sécurité internationale, pour anticiper, alerter, faire des recommandations aux membres du Conseil.

M. Macron a assuré que la France prend toutes ses responsabilités et agit pour plus de justice climatique, citant les 2 milliards d'euros qui sont consacrés chaque année à l'adaptation, soit un tiers de la finance climat. Dans un souci de justice climatique, le Président a demandé de mettre l'accent sur l'Afrique et les pays vulnérables. Le 11 janvier dernier, a-t-il témoigné, à l'occasion du « One Planet Summit » dédié à la biodiversité, nous avons lancé un « accélérateur de la grande muraille verte », une initiative qui regroupe 11 États du Sahel dans le but de restaurer 250 millions d'hectares de terre pour l'agriculture, de créer 10 millions d'emplois, et de séquestrer 250 millions de tonnes de carbone. Il a conclu par un appel à l'unité au sein du Conseil de sécurité et en recommandant de replacer l'humain.

M. SIMON COVENEY, Ministre des affaires étrangères et de la défense de l'Irlande, a recommandé, pour relever le « défi majeur de notre génération » que constitue la gestion des changements climatiques, une action urgente et collective de tous les piliers du système multilatéral, y compris le Conseil de sécurité. L'Irlande, avec le reste de l'Union européenne, passera à une économie nette zéro émission d'ici à 2050, a assuré le Ministre, avant de plaider pour davantage d'investissements dans l'adaptation et la résilience afin de protéger les plus pauvres et les plus vulnérables des effets des changements climatiques, en particulier dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Affirmant attendre avec impatience les négociations de la COP26 à Glasgow cette année, le Ministre a constaté que les changements climatiques affectent déjà la paix, la sécurité et la stabilité des sociétés. « Nous avons vu au Sahel, notamment autour du lac Tchad, comment les conflits et le climat se combinent pour réduire la disponibilité et l'accès aux ressources naturelles, ce qui amplifie les tensions entre agriculteurs et éleveurs. » Dans toute la Corne de l'Afrique, a encore observé le Ministre, les chocs provoqués par des sécheresses et des inondations sapent la résilience des communautés et leurs moyens de subsistance, ce que les groupes armés exploitent pour influencer sur la population et recruter en son sein. Alors que le Conseil de sécurité a mandaté des missions de maintien de la paix dans 8 des 15 pays les plus exposés aux risques climatiques, il importe d'aborder les liens entre climat, insécurité et paix dans le cadre de nos efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix, a plaidé le Ministre.

Pour sa part, l'Irlande s'associe au Weathering Risk Project pour guider son action au Conseil de sécurité et au-delà. Avec le Niger, elle préside également le Groupe d'experts informel des États Membres sur ce sujet, qui offre une plateforme vitale pour partager des informations sur le pourquoi et le comment de l'action climatique dans le contexte de la construction et du maintien de la paix. Dans ce même cadre, elle présidera, avec Nauru et l'Allemagne, le Groupe des amis du climat et de la sécurité. De l'avis de la délégation, l'action climatique à elle seule n'apportera pas la paix. « Mais sans action climatique, nous aurons une paix moins durable », a soutenu M. Coveney qui a assuré de l'engagement de l'Irlande à adopter une approche pratique, notamment pour les mandats des opérations de paix, à reconnaître les dimensions sexospécifiques des changements climatiques et à garantir la participation pleine, égale et significative des femmes aux processus de prise de décisions liés à ces questions.

M. MARCELO EBRARD CASAUBON, Ministre des affaires étrangères du Mexique, a fait remarquer que la pandémie de COVID-19 avait révélé que la paix et la sécurité internationales ne peuvent plus être perçus à travers le prisme habituel, mais doivent être appréhendées sous l'angle des différents facteurs d'insécurité. Il a noté que l'insécurité alimentaire, la pénurie d'eau et les sécheresses -toutes exacerbées par les changements climatiques- ont atteint des niveaux sévères dans plusieurs régions du monde. Assurant du soutien du Mexique à la prochaine Conférence des Parties à la CCNUCC à Glasgow (COP26), il a déclaré que

les changements climatiques nécessitent une réponse mondiale globale axée sur la préservation des écosystèmes.

« Le Mexique a récemment présenté son propre plan national dans ce domaine, qui met l'accent sur la prévention et l'adaptation ainsi que des efforts pour réduire les inégalités et renforcer les communautés », a insisté le Ministre. Il a salué la création par le Conseil d'un groupe informel pour surveiller les liens entre climat, paix et sécurité en temps opportun. Soulignant l'importance d'assurer une consolidation de la paix durable et de protéger les moyens de subsistance, il a souhaité que les efforts de relèvement après la pandémie soient l'occasion de « reconstruire en mieux et de construire des sociétés plus égalitaires et adaptables.

Le Ministre de l'environnement, des forêts et des changements climatiques de l'Inde, M. PRAKASH JAVADEKAR, a relevé qu'on ne dispose pas encore de données et de faits démontrant un lien certain entre climat et insécurité. Les problèmes d'insécurité ne sont pas dus seulement aux facteurs climatiques et on doit donc avoir une vue d'ensemble, a-t-il recommandé. Pour l'Inde, aucun pays n'a caractérisé les changements climatiques comme risque à la sécurité dans les rapports annuels transmis au Secrétariat de la CCNUCC, mais il est clair que leurs interactions avec d'autres facteurs peuvent avoir un impact sur la paix et la sécurité.

Le Ministre a ensuite rappelé que les femmes et les filles sont les premières affectées par les changements climatiques, puisque ces dernières ont la charge première d'approvisionner les foyers en vivres. Pour sa part, l'Inde a mis l'accent sur l'inclusion d'une pensée verte dans tous les secteurs de production et de la consommation et c'est le seul pays du G20 qui devrait respecter ses engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour l'Inde, la meilleure manière de parvenir à des résultats est d'agir en collaboration et de renforcer le multilatéralisme.

M. JOHN F. KERRY, Envoyé spécial du Président des États-Unis pour le climat, a tout d'abord remercié le Secrétaire général d'avoir « tiré la sonnette d'alarme » sur la question des changements climatiques et de leurs effets. Cette question relève clairement des prérogatives du Conseil de sécurité, a-t-il affirmé, notant que le Pentagone a lui-même recensé les changements climatiques comme « un défi sécuritaire parmi les plus complexes ». Compte tenu des incidences de ces changements qui peuvent exacerber les crises socioéconomiques et contribuer à la reprise des conflits, il importe, à ses yeux, d'y répondre de toute urgence. Selon diverses études, a-t-il observé, plusieurs centaines de millions de personnes pourraient devoir émigrer dans un proche avenir en raison des changements climatiques, ce qui risque de miner la paix et la sécurité internationales. De fait, la crise climatique affecte la sécurité de tous les pays, y compris la sécurité physique. La réalité, a relevé M. Kerry, est que si l'on prend la liste des pays les plus vulnérables aux changements climatiques et qu'on la compare à celle des pays les plus touchés par des conflits, « on se rend compte que ce sont les mêmes ». Dans des pays comme le Soudan, les conflits et les changements climatiques sont étroitement liés, a-t-il insisté, jugeant indispensable que ce lien soit pris en considération dans les décisions du Conseil.

Pour le Président Biden, a poursuivi M. Kerry, « il n'y a pas de temps à perdre ». C'est la raison pour laquelle la nouvelle administration des États-Unis a fait de la lutte contre la crise climatique une « priorité nationale » afin de conduire le pays vers son objectif d'émission zéro. Toutefois, a fait valoir l'Envoyé spécial, aucun pays ne peut relever seul ce défi, nous devons travailler ensemble comme nous l'avons fait au Sommet de Paris, afin de nous fixer des ambitions claires. Dans ce cadre, a-t-il dit, tous les pays doivent accroître le niveau de leurs engagements et réduire leurs émissions de CO₂. « Seule une action ambitieuse menée au cours de cette décennie pourra mettre le monde sur la voie de l'objectif d'émission zéro d'ici à 2050 », a-t-il martelé, y voyant « la seule manière de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius ». En cas d'échec, les conséquences seraient « catastrophiques », a averti le haut responsable américain, avant de faire remarquer que, comme le prouvent des études scientifiques, « l'inaction et le *statu quo* nous coûtent beaucoup plus chers que l'action ». Il faut donc, selon lui, saisir la possibilité historique de reconstruire en mieux, faute de quoi le monde risquerait d'aller vers un « suicide collectif ».

Pour leur part, a précisé M. Kerry, les États-Unis entendent travailler avec leurs partenaires pour faire face aux multiples facettes de cette crise et, en novembre, ils se joindront au reste du monde à Glasgow pour participer à la COP26, cette réunion représentant « le dernier espoir pour corriger le tir ». Les États-Unis entendent également œuvrer à l'examen des conséquences de cette crise pour la paix et la sécurité au sein

du Conseil de sécurité, tout en espérant dialoguer avec le groupe informel d'experts sur ces questions. Pour l'Envoyé spécial, il s'agit notamment de mettre l'accent sur l'importance des systèmes d'alerte, des partenariats entre les secteurs publics et privés, et de la coopération internationale. Répondant à ceux qui considèrent que les changements climatiques n'ont pas leur place dans les travaux du Conseil, M. Kerry a soutenu qu'il est aujourd'hui impossible de dissocier les défis climatiques des questions de sécurité. « Le faire serait pratiquer la politique de l'autruche », a-t-il conclu en souhaitant que l'on traite cette crise « à la hauteur de son importance ».

M. XIE ZHENHUA, Envoyé spécial de la Chine pour les changements climatiques, a déclaré que même si la gouvernance mondiale du climat entre dans une phase nouvelle et cruciale, la propagation de la COVID-19 constitue une sérieuse menace pour la réponse mondiale. Compte tenu des différences de responsabilité historiques et de niveau de développement entre les États, il a exhorté les pays développés à montrer la voie en matière de « responsabilité commune mais différenciée ». En reconstruisant après la pandémie, les pays devraient respecter la nature, protéger la biodiversité, défendre des modes de vie verts et éviter les anciennes voies de « prendre sans donner » à la Terre, a insisté M. Zhenhua. Dans ce contexte, il a décrit les changements climatiques comme un défi de développement, exhortant la communauté internationale à aider les pays en développement, les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID) à mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation.

« Nous devons rester attachés au multilatéralisme », a-t-il recommandé, soulignant l'importance de la CCNUCC et de l'Accord de Paris en tant que principaux canaux pour ces discussions cruciales. Tout rôle que doit jouer le Conseil de sécurité sur les changements climatiques doit relever de sa compétence, a-t-il ajouté. Faisant valoir l'engagement de la Chine à s'acquitter de ses responsabilités au titre de l'Accord de Paris, il a attiré l'attention sur le plan récemment annoncé par son pays pour atteindre un pic d'émissions nationales de CO₂ avant 2030 et parvenir à la neutralité carbone avant 2060. Il a également souligné que le couvert forestier de la Chine est en augmentation constante depuis de nombreuses années, le pays étant aussi le leader mondial dans la production d'énergie verte et en tête de la liste des brevets d'énergie propre déposés.

La Fédération de Russie a rappelé que des travaux pertinents, y compris des travaux d'experts, sont activement menés sur des organes spécialisés au sein du système des Nations Unies, principalement dans le cadre de la CCNUCC, et que ces travaux font partie intégrante des efforts mondiaux pour parvenir au développement durable. La délégation a reconnu que les changements climatiques et les défis environnementaux peuvent exacerber les conflits, mais « sont-ils leur cause première? » a-t-elle demandé. Pour la Fédération de Russie, il y a de gros doutes à ce sujet. Selon elle, la relation entre le climat et les conflits ne peut être envisagée que par rapport à des pays et régions spécifiques. Il n'est donc pas raisonnable d'en parler de manière générique et dans un contexte mondial, et il est même « dangereux » d'imposer ce lien de manière automatique. De plus, tous les conflits ne sont pas identiques aux menaces à la paix et à la sécurité internationales examinées par le Conseil, a fait remarquer la délégation.

Pour la Fédération de Russie, considérer le climat comme la cause profonde des problèmes de sécurité, c'est se détourner des véritables causes profondes, et donc suivre la mauvaise voie dans la recherche de solutions à ces problèmes. De même, il ne faut pas étouffer d'autres facteurs fondamentaux qui peuvent aussi contribuer à la croissance des risques. Elle a ainsi évoqué les conditions politiques et socioéconomiques de certains pays et régions, lesquelles ont été exacerbées par la pandémie de coronavirus. Ainsi, à son avis, en se concentrant sur le thème du climat, les pays donateurs évitent souvent les discussions sur la nature complexe des défis du développement durable. Parmi eux, la délégation a cité le blocage de l'échange de technologies et le protectionnisme « vert ». Elle a donc plaidé pour une approche préventive qui équilibre les trois dimensions du Programme 2030. Elle a aussi demandé de coordonner davantage les activités internationales sur la question climatique sur des plateformes telles que l'Assemblée générale, l'ECOSOC et les conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies.

La Fédération de Russie a en outre noté que les conflits en eux-mêmes réduisent la capacité des États à accroître leur résilience et à s'adapter aux conséquences négatives des changements climatiques, détournant ainsi des ressources déjà limitées. Pour le cas du Sahel qui est cité comme exemple de région où le climat affecte directement la stabilité, la délégation a invité à ne pas oublier les raisons qui ont conduit à une forte exacerbation des risques de sécurité. Parmi eux, elle a cité les actions volontaristes de

certains pays qui ont conduit au changement du régime en Libye, et les conséquences pour l'environnement des missiles de l'OTAN et des bombardements, y compris sur les infrastructures pétrolières.

Pour la délégation, lutter contre les changements climatiques revient à se concentrer sur la mise en œuvre effective des engagements convenus au niveau international au titre de l'Accord de Paris, en augmentant progressivement leur ambition. Dans le même temps, il est nécessaire de ne pas affaiblir les efforts mondiaux et nationaux sur un large front pour lutter contre les problèmes socioéconomiques afin de parvenir à un développement durable, y compris dans le contexte du relèvement post-pandémique.

M. LAZARUS MCCARTHY CHAKWERA, Président du Malawi, a noté que, pour les pays les moins avancés (PMA) comme le sien, établir la résilience pour atténuer les risques sécuritaires doit commencer par une réflexion sur la pandémie de COVID-19, laquelle a touché tous les secteurs de la société et entravé les efforts de développement. Mais, alors que nous réfléchissons à ce choc imprévu, nous devons prendre en compte le « rôle de catalyseur » que jouent les changements climatiques, a-t-il souligné, relevant que leur couplage avec la sécurité revêt différentes formes, avec des retombées importantes et indiscriminées. Ces phénomènes créeront notamment des « réfugiés climatiques », a averti le Chef d'État, non sans regretter que les PMA en soient les premières victimes alors qu'ils n'émettent que très peu de CO₂. De surcroît, a-t-il ajouté, les perspectives du FMI font état d'une croissance de 5,5% pour les pays développés, soit 2,5 points de plus que les PMA en Afrique subsaharienne, déjà en butte à la pauvreté extrême. Tout en se félicitant de la tenue de ce débat, M. McCarthy Chakwera a souhaité qu'il produise des solutions concrètes afin d'aider les PMA à augmenter leur résilience et leur capacité d'adaptation.

La priorité immédiate allant au relèvement, il importe tout d'abord que ces efforts soient mis en conformité avec l'objectif d'une limitation du réchauffement à 1,5 degré Celsius, a-t-il prôné. Félicitant les États-Unis pour leur retour au sein de l'Accord de Paris, le Président du Malawi a cependant constaté que les engagements pris par les pays développés sont encore « très loin d'être adéquats ». La COP26 doit donner lieu à des engagements plus ambitieux, a-t-il plaidé. Il a ensuite relevé que, d'ici à 2030, le coût de l'adaptation représentera 140 à 300 milliards de dollars par an, ce qui exige qu'on augmente l'ampleur des financements climatiques ainsi que leur accessibilité. Les pays développés doivent honorer leurs engagements et fournir 100 milliards de dollars chaque année, tout en affectant 50% des sommes prévues pour l'adaptation aux PMA et aux PEID. Enfin, il a souhaité que les pays développés transfèrent activement des technologies climatiques pour aider les PMA à s'adapter et à accélérer leur « développement vert ».

M. GASTON ALPHONSO BROWNE, Président de l'Alliance des petits états insulaires (AOSIS) et Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, a parlé des menaces souvent trop négligées auxquelles sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID), particulièrement à la lumière de la fragilité et de la vulnérabilité qui leur sont propres. « Notre paix et notre sécurité peuvent être décimées à tout moment », a prévenu M. Browne avant de citer le danger de l'élévation du niveau de la mer qui dévore communautés et territoires principalement côtiers et de basse altitude; des sécheresses plus graves et plus fréquentes et de l'acidification des océans qui nuisent à la sécurité hydrique et alimentaire; et des cyclones tropicaux plus violents et fréquents rendant les États insulaires inhabitables.

L'expérience récente de relocalisation de toute la population de l'île de Barbuda vers celle d'Antigua suite à l'ouragan Irma a été dévastatrice et choquante, a-t-il témoigné. Il a invité la communauté internationale à imaginer les conséquences qu'aurait eues l'ouragan Irma s'il avait frappé les deux îles d'Antigua-et-Barbuda en même temps: « Que serait-il arrivé à l'ensemble de la population de mon pays et à quel plan et système international mon pays aurait-il eu recours? », a-t-il demandé. Le Président de l'AOSIS a indiqué que l'ensemble des PEID continuent de subir les assauts constants des changements climatiques qui sapent leur paix et leur sécurité, portent atteinte à leurs ressources en énergie et en eau et à leur sécurité alimentaire, et qui menacent la sécurité nationale, l'intégrité territoriale, le droit des peuples à l'autodétermination et la souveraineté des États.

M. Browne a prévenu: il y a des limites aux capacités d'adaptation des petits États insulaires. C'est pourquoi, il a exhorté la communauté internationale à se préparer à faire face aux dommages inévitables et à anticiper le traitement des réfugiés climatiques et la perte de territoires.

Le Président de l'AOSIS a conclu que les changements climatiques exigent des solutions de gouvernance inclusives parce qu'aucune innovation technologique unique ou accord international ne résoudra la

menace. Il a demandé que le Conseil de sécurité continue à accueillir des débats ouverts de haut niveau et des discussions sur la sécurité climatique qui incluent les États Membres de l'ONU, les scientifiques, les universités et la société civile. Il a aussi suggéré la création d'un outil inclusif d'évaluation des risques liés à la sécurité climatique, piloté par les États Membres, qui soit à la fois préventif et réactif aux événements climatiques.

M. HEIKO MAAS, Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne, a dit que les changements climatiques constituent la menace existentielle la plus grave pour l'humanité alors que nous avons connu en 2020 l'année la plus chaude. Il s'est particulièrement inquiété des conséquences des changements climatiques pour les plus défavorisés en notant que des nations insulaires risquent de disparaître. « Nous faisons courir un risque pour l'existence future de nos jeunes », s'est écrié M. Maas avant de se réjouir du retour des États-Unis au sein de l'Accord de Paris. Le Ministre a appelé à faire davantage de progrès pour que la COP26 soit un succès à Glasgow à la fin de l'année. Alors que les conséquences des changements climatiques exacerbent les conflits et éloignent les perspectives de paix, M. Maas a rappelé que l'ONU, notamment le Conseil de sécurité, a un rôle clef à jouer pour traiter de ce lien en sécurité et changements climatiques.

Tout en se félicitant de la création d'un groupe d'experts informel du Conseil de sécurité sur le climat et la sécurité, M. Maas a estimé que cela ne devait constituer qu'un début. Dans ce contexte, le Ministre a appelé à prendre le plus grand compte du plan d'action présenté par Nauru et a souligné l'importance de rapports périodiques du Secrétaire général sur les liens entre changements climatiques et sur la sécurité.

M. Maas a aussi appelé à plus de coopération avec le secteur civil sur les risques climatiques et sécuritaires. « Il est temps que nous adoptions un texte solide, une résolution du Conseil de sécurité qui montrerait au monde que le Conseil fait preuve de responsabilité pour s'attaquer aux liens entre changements climatiques et sécurité et pour faire face à l'une des plus grandes menaces pour la sécurité humaine », a conclu le Ministre fédéral des affaires étrangères de l'Allemagne.